
**ORGANE DE REGLEMENT
DES DIFFERENDS**

DECISION N°2025-D0147/ARCOP/ORD
L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS,

Siégeant en matière de discipline à sa séance du 17 juillet 2025, composé de :

Monsieur Lévi SAWADOGO, président de séance ;

Madame K. Sylvie SEREME/TAPSOBA;

Monsieur Abdouramane DIALLO ;

Tous membres de l'ORD ;

Assisté de Madame K. Irène BAYANE/ZONGO, assurant le secrétariat de l'ORD ;

Vu la loi n° 005-2024/ALT du 20 avril 2024 portant réglementation générale de la commande publique au Burkina Faso ;

Vu le décret n° 2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 portant, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

Vu le décret n°2024-1748/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics ;

Vu le décret n° 2024-1787/PRES/PM/MINEFID du 31 décembre 2024 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage public déléguée, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Les mis en cause entendus, Monsieur Madi KABRE, représentant légal de l'entreprise UNIVERS LOGISTIQUE ET COMMERCE, représenté par son Associé gérant, Lancina Z ERBO ;

A rendu, sur dénonciation du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (MARAH) en date du 07 février 2025, la présente décision à l'encontre de UNIVERS LOGISTIQUE ET COMMERCE (numéro IFU 00080010 R) et son représentant légal, Monsieur Madi KABRE pour production de documents non authentiques dans l'appel d'offres ouvert accéléré international n°2023-018T/MARAH/DMP pour les travaux de réhabilitation de 110,2 kilomètres de pistes rurales au profit du PAFA-4R (lots 02 et 03), pour production de document non authentique (attestation de situation fiscale, certification de chiffres d'affaires et marchés similaires) ;

Statuant contradictoirement et à charge de recours devant la juridiction compétente ;

I. FAITS-PROCEDURE-PRETENTIONS-MOYENS DES PARTIES

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques (MARA) a lancé l'appel d'offres ouvert accéléré international n°2023-018T/MARA/DMP pour les travaux de réhabilitation de 110,2 kilomètres de pistes rurales au profit du PAFA-4R (lots 02 et 03) ;

dans le processus d'évaluation des offres, elle a procédé à l'authentification de l'attestation de situation fiscale, de la certification de chiffres d'affaires et des marchés similaires produits par UNIVERS LOGISTIQUE ET COMMERCE dans son offre ; que par correspondance n°2023-2109/MEFP/SG/DGI/DERF du 16 octobre 2023, le Directeur Général des impôts portait à la connaissance du Directeur des marchés publics du MARA, qu'après vérification par ses services dans les bases de données de leur application informatique, l'attestation de situation fiscale n°V36247168N, et la certification de chiffre d'affaire n°E6521753H ne sont pas authentiques ; qu'il en est de même pour les marchés similaires ;

que les résultats de ces authentifications ont été versés à l'ARCOP qui s'en est saisi pour entendre les présumés auteurs en discipline

II. DISCUSSION

A. Sur la compétence,

considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 38 du décret n° 2024-1695/PRES/PM du 31 décembre 2024 ci-dessus visé, l'Organe de règlement des différends (ORD) est compétent pour connaître des cas de violation de la réglementation en matière de passation, d'exécution ou de règlement des procédures de la commande publique ;

considérant que la présente poursuite vise UNIVERS LOGISTIQUE ET COMMERCE et son représentant légal, Monsieur Madi KABRE ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

B. Sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes des articles 38 et suivants du décret n° 2024-1695/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 précité, l'ORD peut recevoir des dénonciations des parties intéressées ou de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution d'une commande publique, statuer sur toute irrégularité dont les membres de l'ORD sont saisis, ou s'autosaisir et statuer sur les irrégularités, les fautes et les infractions constatées sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de sa mission, ou de toute information communiquée par des parties contractantes, des candidats ou des tiers ;

considérant que la procédure disciplinaire a été engagée contre UNIVERS LOGISTIQUE ET COMMERCE et son représentant légal, Monsieur Madi KABRE pour production de documents non authentiques (attestation de situation fiscale, certification de chiffres d'affaires et marchés similaires) dans le cadre de l'appel d'offres ouvert accéléré international n°2023-018T/MARAH/DMP pour les travaux de réhabilitation de 110,2 kilomètres de pistes rurales au profit du PAFA-4R (lots 02 et 03) ;

qu'il convient, dès lors, de la déclarer recevable ;

C. Sur le fond,

considérant qu'aux termes de l'article 209 du décret n° 2024-1695/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2024 sus visé « Sans préjudice des sanctions pénales et disciplinaires prévues par les textes spécifiques qui leur sont applicables, les soumissionnaires, attributaires et titulaires ainsi que les personnes physiques qui ont pouvoir de les représenter dans le cadre de commande publique, encourent sur décision de l'Organe de règlement des différends, l'avertissement, l'exclusion temporaire d'un (1) an à cinq (5) ans ou définitive de toute participation à la commande publique en fonction de la gravité de la faute, lorsqu'ils ont :

(...)

fourni des informations ou fait des déclarations inexactes ou mensongères, ou ont fait usage d'informations confidentielles dans le cadre de la procédure d'appel à la concurrence » ;

considérant que UNIVERS LOGISTIQUE ET COMMERCE et son représentant légal, Monsieur Madi KABRE sont poursuivis pour production de documents non authentiques en l'occurrence une attestation de situation fiscale, une certification de chiffres d'affaires et marchés similaires ;

considérant que les mis en cause déclarent reconnaître les faits relatifs à la non authenticité du chiffre d'affaires et des marchés similaires ; qu'ils soutiennent, s'agissant de leur situation fiscale, avoir toujours été à jour du paiement de leurs impôts ; qu'ils affirment en outre que les faux documents ont été produits sur les conseils d'une tierce personne, dans l'intention de maximiser leurs chances d'obtenir le marché ; qu'ils indiquent ne pas être habitués à participer directement aux procédures de passation des marchés publics et méconnaître les exigences liées au montage des offres ; qu'ils expriment des regrets quant aux actes commis et sollicitent, de ce fait, l'indulgence de l'Organe, tout en s'engageant à ne plus enfreindre les règles applicables en matière de marché public ;

considérant que l'ORD relève que les actes posés sont constitutifs de cas de violation de la réglementation ; qu'en effet, les mis en cause se sont rendues coupables d'une infraction en produisant des documents non authentiques (attestation de situation fiscale) ;

que dès lors, il est constant que ces faits engagent la responsabilité de l'entreprise et de son représentant légal et les exposent à une sanction disciplinaire ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE :

- **qu'il est compétent ;**
- **que la dénonciation est recevable ;**
- **que UNIVERS LOGISTIQUE ET COMMERCE et son représentant légal, Monsieur Madi KABRE, sont disciplinairement responsables des faits qui leur sont reprochés dans le cadre de l'appel d'offres ouvert accéléré international n°2023-018T/MARAH/DMP pour les travaux de réhabilitation de 110,2 kilomètres de pistes rurales au profit du PAFA-4R (lots 02 et 03), pour production de document non authentique (attestation de situation fiscale, certification de chiffres d'affaires et marchés similaires) ;**
- **que UNIVERS LOGISTIQUE ET COMMERCE et son représentant légal, Monsieur Madi KABRE sont exclus de toutes les procédures de la commande publique pour une période d'une (01) année à compter du prononcé de la présente décision ;**
- **que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.**

Ouagadougou, le 17 juillet 2025

Le Président de séance

Lévi SAWADOGO